

Les crédits

en réduisant les fonds à la formation et l'éducation dans le domaine des ressources humaines, à la recherche et au développement ou à l'avancement des sciences et des techniques. Il est évident qu'il ne peut construire une société concurrentielle au niveau mondial, non seulement dans ces domaines, mais dans bien d'autres, dont celui des impôts.

Le gouvernement a réagi en imposant des réductions et en aliénant un groupe d'individus très importants dans notre société, c'est-à-dire celui des jeunes, qui font déjà face à des frais de scolarité plus élevés, une dette croissante, des frais d'études qui montent en flèche et maintenant une pénurie d'emplois. Cela ne veut pas dire qu'il suffit d'avoir un emploi. Ce qui importe, c'est de gagner suffisamment d'argent pour arriver à payer les frais de scolarité. Il ne suffit pas d'avoir un emploi rien que pour servir de statistique au gouvernement. Un jeune Canadien doit avoir un emploi qui lui rapporte assez d'argent pour lui permettre de se nourrir, de se loger, et de se déplacer tout en poursuivant des études postsecondaires.

Bien des jeunes se demandent si le gouvernement se préoccupe vraiment d'eux. Je crois que le ministre en second des Finances a parfaitement répondu à cette question mardi dernier lorsque, en réponse à une question que lui a posée le chef de mon parti au sujet de l'urgence de faire quelque chose pour contrer le chômage chez les jeunes, il a déclaré que si les jeunes cherchaient vraiment un emploi, ils en trouveraient un. Le ministre dit à 20 p. 100 des jeunes Terre-neuviens que s'ils ne trouvent pas de travail, c'est parce qu'ils ne cherchent pas vraiment.

Il dit à 16,3 p. 100 des jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard qu'ils ne trouvent pas d'emploi parce qu'ils n'en cherchent pas vraiment. Je vous dirai, monsieur le Président, que ces jeunes cherchent vraiment un emploi et qu'ils n'en trouvent pas tout simplement parce qu'il n'y en a pas.

Et cela, pour deux raisons. D'abord, parce la mauvaise gestion économique du gouvernement n'a pas stimulé la création d'emplois dans le secteur privé et, ensuite, parce que le gouvernement ne les aide pas en cet été de malaise. En fait, il continue à couper et à bloquer la principale artère qui doit nourrir l'avenir du Canada, à savoir les jeunes.

C'est incroyable, mais ce n'est pas étonnant, car le gouvernement actuel est reconnu pour mécontenter les jeunes Canadiens. Il ne cesse de s'en prendre aux étudiants. Voyez les statistiques sur les paiements de trans-

fert aux provinces! En 1986, le gouvernement a adopté le projet de loi C-96 qui visait à réduire de 2 p. 100 le taux de croissance des paiements de transfert aux provinces. Le financement au titre de l'enseignement postsecondaire s'en trouvait réduit de 1,6 milliards de dollars. Voilà le genre d'aide que le gouvernement actuel accorde aux étudiants du Canada. Le financement a été réduit à nouveau de 1 p. 100 en 1990-1991.

Cela se produit au moment même où une nouvelle réalité se fait jour au plan international. La force économique relative d'un pays est souvent fonction de la façon dont ses jeunes sont formés et instruits. Nous vivons dans un monde où les défis abondent. Les choses évoluent rapidement. Le progrès technologique est là. Les télécopieurs crachent à chaque minute de tous les jours de plus en plus d'informations. Il importe de former les gens si nous voulons être concurrentiels. Il est à peu près temps que le gouvernement se rende compte qu'il ne peut compter sur le hasard. Il lui faut planifier et le faire correctement. On ne planifie pas l'avenir d'un pays en réduisant continuellement le tissu même qui représente cet avenir.

Je suis persuadé que le ministre va invoquer les programmes WALL et l'école avant tout, mais qu'on se le dise bien: ces programmes sont peut-être nouveaux, mais les fonds qui leur sont alloués ne le sont certes pas. On a pris aux étudiants du niveau postsecondaire pour donner aux étudiants du niveau collégial et on a ainsi montés l'un contre l'autre deux groupes dans le besoin de notre société. Tel est le genre de politique que pratique sans cesse le gouvernement d'en face.

Les Canadiens, les jeunes Canadiens, en ont assez d'être trompés; ils en ont ras le bol de la façon de faire du gouvernement. Je fais valoir ces points-là à l'exemple du Parti libéral du Canada et, comme l'a si bien dit le député de Welland—St. Catharines—Thorold, espérons que le gouvernement aura l'intelligence, la bienveillance et la compassion de favoriser la création d'emplois de telle façon que les jeunes Canadiens puissent se sentir à nouveau fiers d'appartenir à notre pays et aptes et prêts à relever les défis du XXI^e siècle.

• (1240)

[Français]

Mme Nicole Roy-Arcelin (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Monsieur le Président, tout d'abord, je vois que le député exige que le gouvernement fédéral mette de l'avant des mesures pour contrer le haut taux de chômage chez les jeunes Canadiens. Mais j'aimerais lui parler de cinq programmes au sein de la